



## RAPPORT D'ACTIVITÉ 2019



|   |    |
|---|----|
| Préambule.....  | 2  |
| En direction des jeunes et de leur famille.....                             | 3  |
| En direction des professionnels, des institutions et des collectivités..... | 11 |
| Veille, recherche et développement.....                                     | 13 |

# Préambule

La Bouture est une association qui œuvre depuis sa création en 1996 pour la prise en compte du décrochage scolaire par les institutions et les professionnels, et accompagne des jeunes et leur famille vers les voies du raccrochage. Elle est composée d'anciens parents de décrocheurs, de travailleurs sociaux, de professionnels de la politique de la ville et d'enseignants. Elle est accompagnée par un Conseil scientifique.

L'activité de l'association se décline en trois composantes :

- L'une tournée vers l'accueil et l'accompagnement des jeunes et des familles, en lien avec les acteurs locaux confrontés au décrochage scolaire à échelle du grand bassin grenoblois et de l'Isère.
- La seconde, en direction des différentes familles professionnelles et des institutions qui s'attachent à accompagner les jeunes en situation de rupture, notamment à l'échelle Auvergne Rhône-Alpes.
- La troisième, conduite avec l'appui de notre Conseil Scientifique, vise à participer au développement de la veille stratégique et à la production de connaissances sur des sujets encore très peu maîtrisés.

La perte majeure de financement a profondément marquée la vie de l'association en 2019, nous remercions une fois de plus la Région qui nous a soutenu dans ces moments difficiles et finalement débloquée une subventions pour 2019. Ce soutien nous a permis d'aborder cette année 2020 avec optimisme en envisageant une ré-augmentation progressive de notre activité.

# En direction des jeunes et de leur famille

## Contexte et enjeux

Malgré les dispositifs mis en œuvre par l'Éducation nationale pour enrayer le décrochage scolaire, le nombre d'adolescents qui quittent le système scolaire sans avoir validé leur cursus est encore estimé à près de 100 000 par an. Par ailleurs, les progrès réalisés ces trois dernières années portent principalement sur la persévérance scolaire. Cependant, le raccrochage scolaire particulièrement celui en voie générale, reste difficile à promouvoir pour les institutions.

Raccrocher les jeunes à une formation, une scolarité, et plus généralement un projet qualifiant correspond à des enjeux personnels pour eux, mais également à des enjeux sociaux notamment en termes de cohésion sociale, et enfin, à des enjeux économiques puisqu'on estime que chacun d'eux coûtera plus de 200 000 euros en accompagnements et dispositifs divers cumulés tout au long de sa vie.

## Action

L'action déployée en direction des jeunes et de leur famille a pour objectif de les informer sur leurs droits et leurs devoirs en termes de scolarité. La Bouture leur apporte aide et conseils leur permettant de se situer dans une logique tant de prévention que pour formuler leur projet de raccrochage.

Notre action auprès des jeunes et des familles nécessite d'entretenir d'importants relais avec des éducateurs de prévention, conseillers des missions locales et de Pôle emploi, CIO, établissements scolaires et services académiques, éventuellement avec des services de santé, etc. C'est par ce tissage de relations que nous pouvons assurer les médiations nécessaires à la reprise de contact entre les jeunes décrocheurs, qui ne se sentent plus concernés par l'offre publique de formation et d'insertion, et les institutions. Notre expertise est également mobilisée par des acteurs locaux pour assurer des séances d'information et de sensibilisation (auprès des bénévoles de l'AFEV par exemple), ou pour siéger dans les équipes pluridisciplinaires de soutien des Programmes de réussite éducative.

Depuis quelques années, l'enjeu des jeunes primo-arrivants souhaitant intégrer un parcours scolaire ou de formation conduit de nombreux acteurs et/ou d'autres associations à solliciter l'aide de La Bouture.

Le rajeunissement des décrocheurs conduit La Bouture de plus en plus fréquemment à accompagner leurs parents qui se voient démunis tant vis à vis de leur adolescent que de l'institution scolaire. Le travail que nous effectuons a pour finalité la déculpabilisation et le rétablissement d'une confiance nécessaire à l'évolution de ces situations. Une confiance mise à mal par la perturbation et les conflits qu'engendre très souvent les situations de décrochage et parfois même la rupture totale entre le jeune et ces parents.

## ACTIVITÉ 2019

### 1 - Bilan de l'accueil téléphonique

L'année 2019 du point de vue de l'activité de l'association La Bouture est très particulière, puisqu'elle repose à **100% sur la mobilisation active de ses bénévoles, avec une ouverture sur 5 à 6 demi-journées par semaine**, par différence au fonctionnement « portes ouvertes » permanent que permettait depuis de nombreuses années l'engagement de nos salariés.

Toutefois, cette mobilisation intense d'une douzaine de bénévoles a permis une réelle continuité de service à l'attention des jeunes décrocheurs et de leurs familles : la présente partie du rapport d'activité qui reflète l'accueil téléphonique les concernant témoigne d'un niveau de réponse à une demande sociale soutenue, comparable sur ce plan à celle des années précédentes.

Certes, des différences notables résultent d'une plus grande diversité d'intervenants qui, bien que très vite rôdés à leurs tâches d'accueil et de conseil ou d'accompagnement, ont parfois plus aléatoirement traité et enregistré les informations qui permettent ensuite un rendu-compte circonstancié ; par exemple, pour 2019 la provenance des appels téléphonique n'est fiable que pour les appels lointains identifiés dans le cadre de la nature même des échanges. De même, seul les appels entrant ont été enregistrés. Après confrontation aux fichiers constitués d'année en année, le nombre de jeunes reçus dans nos murs et ensuite accompagnés est comparable pour 2019 à celui des années précédentes.

### **Analyse des appels entrants, qui et pourquoi ?**

Reposant sur le seul volet des «**appels entrants**», l'analyse qui suit concerne **315 échanges** téléphoniques avec des appelants tout au long de l'année 2019. Pour **46 d'entre eux il s'agit de demandes d'information générale sur l'action de la Bouture ou sur le CLEPT**, n'ayant pas donné lieu à identification d'une situation spécifique relative à un jeune décrocheur (ou parent) exprimant une volonté de rattachement. En revanche, **269 appels donnent lieu à une information relative à un jeune décrocheur identifié** et sont le support des analyses qui suivent.

Pour 40% des appels renseignés c'est une jeune fille qui est concernée et pour 60% il s'agit d'un garçon. Parmi eux : **1/3 des appels sont réalisés par le jeune directement concerné** ; un autre **1/3 relève de parents**, essentiellement une maman, parfois un frère, une sœur, ou un grand-parent, rarement un papa (12 appels seulement d'un père sur l'année). **Le dernier 1/3 relève d'accompagnants professionnels** : d'éducateurs ou professionnels depuis une institution (E2C, CIO, ...Missions Locales), un établissement (MFR, Lycée, ...), une association de parrainage (jeunes primo-arrivants). L'inscription de l'action de la Bouture dans le réseau des acteurs accompagnant les jeunes en situation de rupture est donc significative.

**40% des appels donnent lieu à une prise de rendez-vous** (120 sont ainsi répertoriées en conclusion d'un premier échange téléphonique)

S'y ajoutent en complément, **20% des appels intervenant en mode « suivi d'un premier R.V. »**

**50% des appelants citent d'entrée de jeu le CLEPT comme motivation de leur appel**, avec une demande d'information sur les conditions d'accès qu'il s'agisse d'un jeune, d'un parent ou d'un éducateur. Parfois il s'agit d'appels lointains et nous incitons, en même temps qu'un apport d'information sur les droits et possibilités de solutions à proximité de leur lieu.

## Répartition par âge et niveau scolaire

Concernant le niveau actuel et présumé de scolarité et l'âge du jeune concerné, notre répertoire n'est renseigné que dans 50% des cas. Ces informations portant sur la moitié des jeunes décrocheurs restent cependant un bon indicateur statistique :

**9% des appels concernent des jeunes de 15 ans ou moins**, essentiellement collégiens, parfois en grande difficultés sans pour autant avoir totalement décrochés.

**21% des appels concernent des 16-17 ans**, essentiellement décrocheurs avérés, particulièrement suite à une orientation ne leur convenant pas après quelques semaines ou mois en lycée professionnel.

**18 ans est l'âge charnière parmi les appelants (20,4%** des jeunes viennent d'avoir la majorité)

**22,6% des jeunes ont 19 ou 20 ans et 20,4% relèvent de l'ensemble des 21-22-23 ans.**

Seulement **6,6% des appelants ont 24 ans ou plus.**

Au regard du niveau de scolarité, **48% des situations mentionnent le seuil de la classe de 3ème**, brevet obtenu ou non, puis un décrochage faisant suite à une déconvenue lors d'un premier temps d'alternance ou intervenue en lycée professionnel.

A l'opposé en terme de seuil, **17% des jeunes ont décroché en classe de terminale générale, soit n'ont pas repris d'études après un premier échec au bac.** Tous souhaitent alors raccrocher à ce niveau et accéder au plus tôt à une classe en terminale générale.

## Jeunes Primo-arrivants

Au regard à la fois de l'âge et du genre, **il nous faut souligner l'intensité croissante des sollicitations provenant de jeunes primo-arrivants** (depuis désormais quatre années) : **18% des prises de contact**, soit au total 49 jeunes toutes origines confondues sur l'année 2019 étaient dans cette situation.

Pour 90% il s'agit de garçons, pour beaucoup d'origine guinéenne ; ils se déclarent rarement en dessous de l'âge de la majorité.

Pour la première prise de contact, le bouche-à-oreille semble intervenir à égalité avec les demandes provenant des associations de parrainage. Certains primo-arrivants ayant amorcé un cursus d'étude supérieur dans leur pays d'origine sont orientés vers RESF et « l'Université sans Frontière ». Ceux d'un niveau lycée peuvent se voir proposer Le Clèpt tandis que ceux d'un niveau collège ou plus faible, l'Association des 3AMIS.

Malgré ces quelques solutions au nombres de places limités, nous faisons le constat, partagé avec toutes les associations accueillant ce public, du manque évident d'offres gratuite de cours de français exigeant et quotidien, abordant la littérature française. Cette offres institutionnels, gratuite et sanctionnées par des diplômes existent dans de nombreux pays et ont prouvées leur efficacité pour une bonne intégration (poursuite d'étude ou employabilité) et une socialisation facilité.

## Provenance des appels (appels lointains)

Au gré des échanges téléphoniques, seul les 64 appels lointains ont été répertoriés par les bénévoles au cours de l'année 2019. **24% des appels entrants proviennent donc de l'extérieur de la Métropole.**

34% des appels entrants lointains proviennent des communes de l'isère hors métropole (Pontcharra, Saint Marcellin, Voiron, Bourgoin ou Vienne, par exemples).

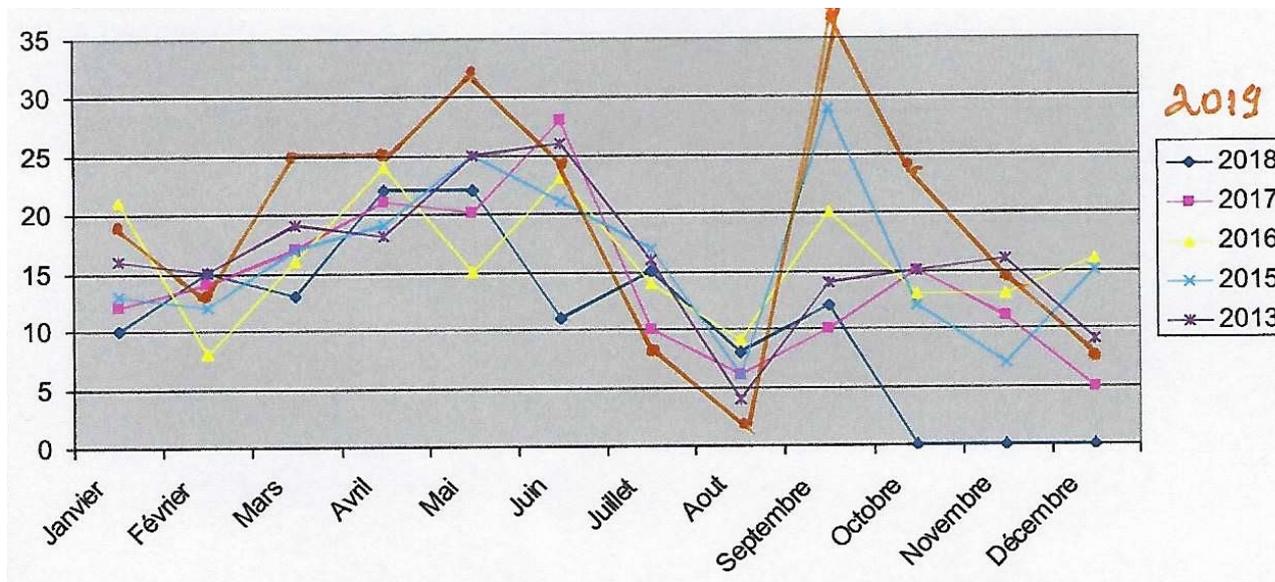
47% des appels entrants lointains sont identifiés comme provenant du reste de la région AURA (avec venant en tête la ville de Lyon, mais également souvent provenant de la Loire et la Drôme, ou la Savoie et Haute Savoie).

Enfin, 19% des appels entrants lointains sont d'origine plus lointaine (Dijon, Lille, Strasbourg, Marseille, Toulon ou Toulouse, à parité avec l'île de France).

## Répartition mensuelles des appels

Comme les années précédentes janvier et février sont deux mois très moyens en fréquence des appels. Par contre de mars à juin 2019 leur intensité s'avère supérieure à la moyenne des années précédentes, puis inférieure en juillet et août (suspension des congés d'été) pour comme chaque année rebondir, mais **nettement plus fortement en septembre et octobre 2019**, et redevenir comparable en intensité moyenne le choc de la rentrée scolaire étant dépassé en novembre et décembre.

Répartition mensuel des 269 appels associés l'identification d'un jeune décrocheurs



## 2 - Bilan des entretiens au siège de l'association

Les permanences d'accueil sont consacrées à des entretiens de l'ordre d'une heure et sur rendez-vous, au cours desquels les jeunes et/ou leur famille sont accompagnés dans leurs questionnements et encouragés à persévérer dans leurs démarches.

La relation que nous cherchons à construire avec les jeunes se distingue d'une logique de projet, pour s'inscrire davantage dans le cadre **d'une démarche d'émancipation** qui vise à ce que les individus se situent mieux dans leur environnement social et soient en mesure de faire des choix éclairés pour conduire leur vie. Dans les entretiens deux axes d'un travail de «ré-étayage institutionnel» sont ainsi développés : la reconstruction du sentiment de légitimité et la valorisation du pouvoir d'agir.

**Avoir le droit et se sentir légitime** : les jeunes en situation de décrochage, tout comme leurs parents, peuvent ressentir un fort sentiment de culpabilité. Ce sentiment alimente des postures de mise en retrait vis-à-vis des droits à l'éducation et à la formation du type « ce n'est pas pour moi, je n'y arriverai pas, je n'y ai pas droit ». L'un des partis pris est de faire de ces sentiments de culpabilité et d'illégitimité un objet de discussion.

Au fil de l'interaction avec les jeunes, nous cherchons à reconstruire leur histoire scolaires pour qu'ils se la réapproprient et la re-situent par rapport aux contextes et contraintes institutionnelles. Les situations de décrochage, souvent vécues comme singulières et marginales, sont remises en perspective avec des expériences semblables traversées par bon nombre de jeunes passés par l'association.

**Mobilisation des droits et pouvoir d'agir** : Les partis pris de l'association pour une relation ouverte à la critique institutionnelle pourraient laisser penser que nous prenons le risque d'encourager les jeunes dans une posture réfractaire vis-à-vis du système scolaire et des institutions publiques. En réalité, la critique institutionnelle n'est pas une fin en soi mais plutôt un support de reconnaissance et un levier de mobilisation. Si nous valorisons l'esprit critique, c'est aussi pour positionner les individus en tant qu'acteurs de leur vie, en capacité de penser et d'agir au sein d'un système.

Par exemple, plutôt que de considérer les comportements des individus sous l'angle de la déviance, nous les amenons à les envisager comme des tactiques de résistance face aux normes scolaires et sociales. L'idée principale de ce travail est de redéployer l'énergie mise dans ces tactiques de résistance au profit d'un comportement stratégique vis-à-vis des attendus institutionnels.

Nous invitons les jeunes à élaborer une stratégie de raccrochage en explorant différentes pistes possibles. Ces pistes sont présentées comme des « possibles », mais également comme des « droits » que les personnes peuvent mobiliser (le droit au retour en formation initiale, le droit à l'université et au statut d'étudiant après l'obtention d'un baccalauréat, le droit à un accompagnement en Mission locale, etc.).

Si notre intention principale est bien d'ouvrir avec les jeunes des possibles pour faciliter leur raccrochage, il ne s'agit pas non plus d'éluder les épreuves qu'ils peuvent rencontrer au fil de ce processus. Dans une démarche préventive par rapport aux risques de ruptures en cours de raccrochage nous leur permettons de l'envisager comme un « processus long », qui passe par « des hauts et des bas », au cours duquel il s'agit notamment de « reprendre confiance en soi et en autrui » et de « réapprendre ou d'apprendre le métier d'élève ».

Ce travail de « ré-étayage institutionnel » permet d'ouvrir des pistes inenvisagées, de provoquer de nouvelles intentions, de changer leur regard sur l'offre sociale et ainsi d'agir sur le non-recours.

Notons aussi que l'absence d'étiquette institutionnelle offre à l'association une marge de manœuvre non-négligeable pour créer une accroche durable avec les jeunes.

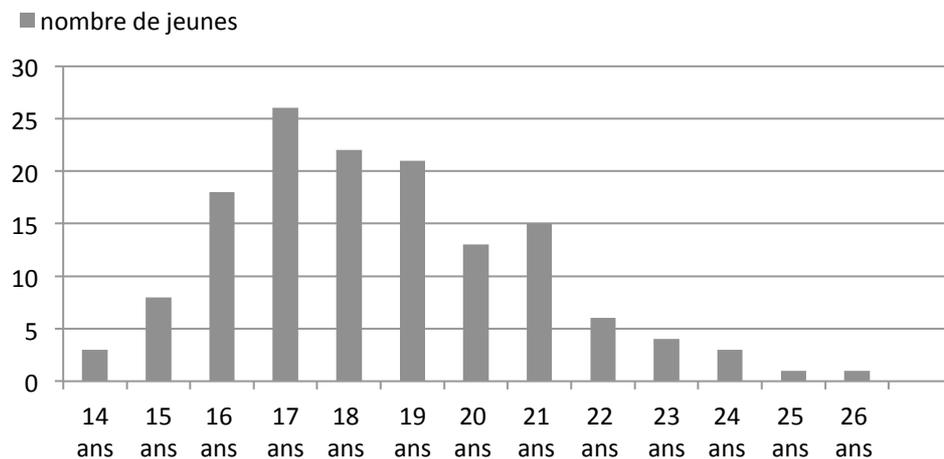
Enfin, le travail de sensibilisation des jeunes vis-à-vis de leurs droits et la mobilisation de leur esprit critique témoignent de notre volonté à ce que les jeunes puissent se reconnaître comme des usagers et des citoyens à part entière.

## Analyses quantitatives des entretiens

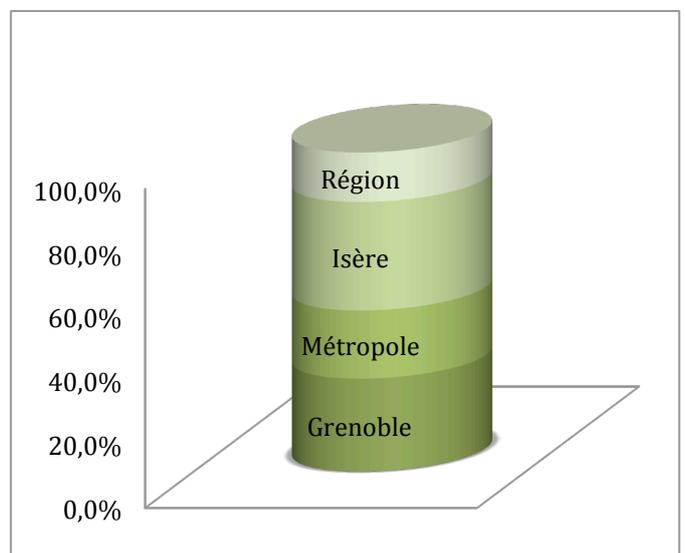
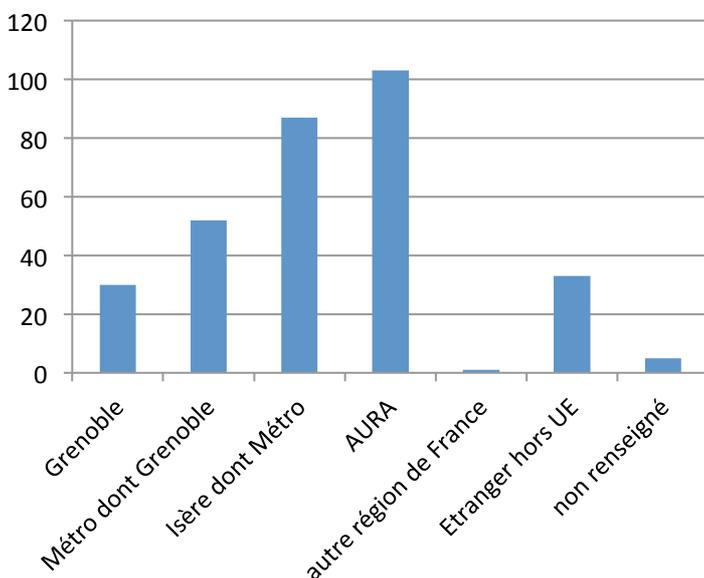
**142 entretiens ont été réalisés en 2019 et pour la moitié des entretiens les jeunes sont venus accompagnés, parmi ceux-ci :**

- 73% des jeunes sont accompagnés d'un membre de leur famille
- 27% sont accompagnés par un professionnel
- 20 % des jeunes sont primo-arrivants en France

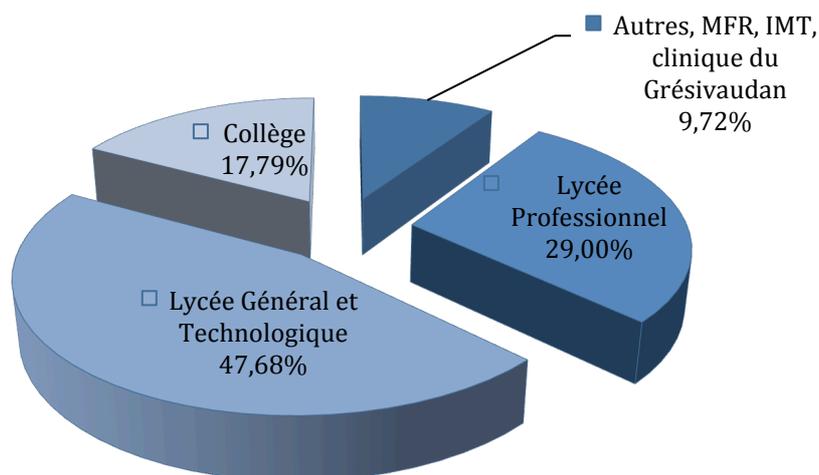
### Répartitions par âge des jeunes reçu en entretien en 2019



### Origine géographique des jeunes reçu en entretien



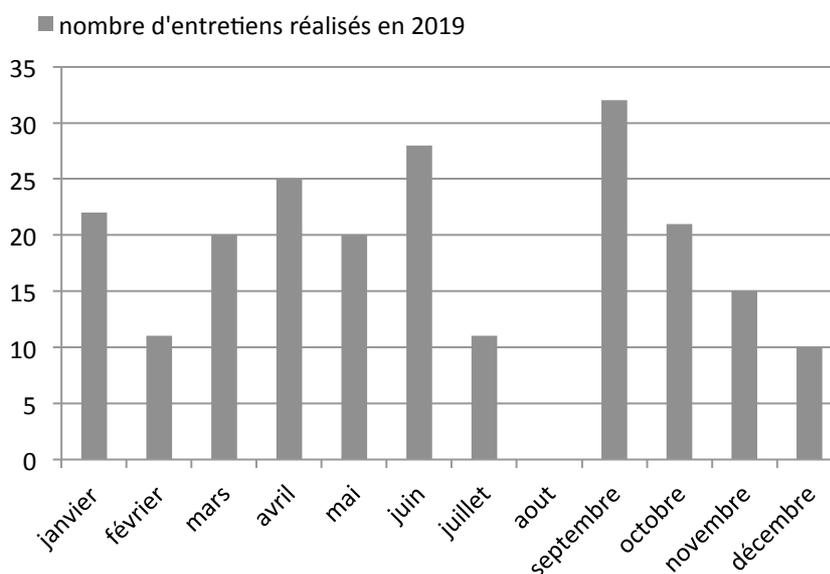
### Dernier établissement fréquenté



Ce graphique ne prend pas en compte les jeune primo-arrivants afin de ne pas biaiser le diagnostique du décrochage concernant les institutions scolaires françaises.

Un point de vigilance également sur le fait que ces information ne prennent pas en compte le temps long du décrochage scolaire. Elles ne doivent donc pas masquer le fait que, pour la grande majorité des jeunes, le décrochage est latent depuis des mois ou des années avant que la rupture advienne dans ces établissements identifiés.

### Répartition de l'accueil pour l'année 2019



Chaque entretien à fait l'objet d'une retranscription et permettent d'aborder les différentes problématiques qui jalonnent les parcours des jeunes venus nous rencontrer. Les causes du décrochages sont multifactorielles et s'étalent fréquemment sur des temps long, par conséquent on ne peut pas en déduire un profil type du décrocheurs. Pour faire un panorama des facteurs identifiés à travers le travail d'explicitation des entretiens, on notera : les orientations subies, les difficultés d'apprentissages, une considération ou des sanctions vécus comme injustes, du harcèlement, des situations familiales instables, des problèmes de santé, des deuils, une perte de sens et d'intérêt personnel dans l'école.

Au final une soixantaine de jeunes seront en mesure de candidater au CLEPT après avoir été accompagnés en atelier de raccrochage.

### 3 - Bilan du Monitorat au Lycée Marie Curie à Echirolles

Cette action est en réponse à la difficulté que représente pour un bon nombre d'élèves, surtout issus des collèges en zone REP, de percevoir toutes les attentes de leur nouvel établissement : le lycée. Grâce au financement de la Région Auvergne Rhône Alpes, nous avons construit en partenariat avec différents acteurs du lycée Marie Curie un projet d'accompagnement par des paires pour les élèves de seconde les plus fragiles.

Pour anticiper sur la rentrée de septembre, c'est dès le mois de Mai 2019 qu'un premier temps de formation des futures Moniteurs a été organisé. Deux bénévoles de La Bouture sont ainsi venus sensibiliser au rôle d'accompagnant une vingtaine de futures élèves de terminale (toutes séries confondues) au sein de l'établissement. Ces lycéens en fin de 1ère se sont tous portés volontaires pour accompagner à la rentrée prochaine des élèves de seconde. Ces derniers seront repérés par les équipes pédagogiques comme nécessitant un suivi particulier durant les premiers temps de la rentrée.

Début novembre un deuxième temps de formation a permis à 21 élèves de terminale de se préparer plus concrètement aux séances de « monitorat ». À partir de là, les séances hebdomadaires d'une heure d'accompagnement ont eu lieu. Début mars 2020, les élèves de terminale ont bénéficié d'une « séance de régulation » leur permettant d'apprécier les points forts et les points faibles de leur action et d'échanger sur l'accompagnement que chacun avait construit avec son binôme. Théoriquement, un dernier temps aurait dû réunir les élèves de terminale en mai 2020 pour mener un bilan de l'action.

Les temps de formation ont été assurés par des intervenants de La Bouture, association partenaire de l'Education nationale et reconnue comme structure de formation et de lutte contre le décrochage scolaire. Au sein de l'établissement, une assistante d'éducation, un conseiller principal d'éducation et une enseignante ont coordonné l'organisation des séances et permis une écoute attentive et in-situ des besoins et problématique de chaque binôme.

L'action « Monitorat » assure l'accompagnement sur plusieurs mois d'élèves de seconde en difficultés car ne disposant pas des « codes » utiles à la réussite scolaire. Dans cette étape charnière de la scolarité, ce travail permet à des élèves de seconde fragiles de (re)trouver du sens à leur présence à l'école et initie ou conforte des attitudes qui sont essentielles à la réussite scolaire au lycée. Pour les élèves « moniteurs » de terminale cette action constitue une expérience très riche pour eux et concrétise un désir d'engagement citoyen. En effet, la solidarité entre élèves d'âge et de milieux sociaux-culturels différents est au cœur de leur investissement dans le « Monitorat ».

Les équipes pédagogiques reconnaissent les apports bénéfiques de cette action à la réussite des élèves de seconde les plus fragiles. Cette action fait partie intégrante de la stratégie d'accompagnement que le lycée Marie Curie met en place pour favoriser la réussite du plus grand nombre des élèves qu'il accueille. Elle ne pourrait exister dans toute sa dimension, notamment les différents temps de formation des élèves de terminales qui en sont les acteurs principaux, sans le soutien financier de la Région Auvergne Rhône Alpes.

# En direction des professionnels, des institutions et collectivités

## À l'échelle régionale Auvergne-Rhône-Alpes

### Contexte et enjeux

Les compétences qui permettraient aux professionnels de faire face au défi des jeunes en rupture scolaire ne sont pas intégrés dans les formations initiales. Les personnels de l'Éducation nationale, de la politique de la ville, du travail social et de l'insertion professionnelle sont facilement démunis face à ces situations.

Par ailleurs, si les causes du décrochage s'ancrent la plupart du temps à l'école, le raccrochage des jeunes qui ont lâché prise relève d'une intervention pluri-acteurs à l'échelle des territoires. Cela nécessite des changements de pratiques professionnelles et des coopérations entre différentes institutions et différents métiers. Notre expérience nous conduit en effet à promouvoir et soutenir des démarches partagées afin de dépasser les limites de l'individualisation et d'un clientélisme entre différentes structures dont jouent souvent les jeunes avant de s'y perdre.

### Action de formation et d'accompagnement des acteurs

Notre action a pour objet de qualifier l'activité des professionnels chargés de prévenir le décrochage scolaire et/ou de favoriser les raccrochages en formation et vers l'emploi. Elle a pour principe d'assurer un lien entre le terrain, les institutions et la recherche, et de promouvoir une culture commune et la coopération entre les acteurs, en particulier sur les territoires déficitaires où la structuration existe peu ou pas.

Dans la perspective de contribuer à des changements de pratiques professionnelles durables, nos interventions se réalisent toujours en lien étroit avec les institutions concernées par notre action : Services de l'Éducation nationale, Directions départementales de la Cohésion Sociales, Caisses d'allocations familiales, etc. Ces institutions sont tenues informées des actions conduites dans leur champ de compétences et associées à leur évaluation. Dans la mesure du possible, elles sont associées à leur conduite (co-animation de groupes de travail, relais d'information auprès des professionnels, etc.).

Les appuis proposés aux acteurs éducatifs institutionnels ou associatifs, professionnels ou bénévoles de la Région Rhône-Alpes s'adaptent aux besoins des équipes, des territoires et des projets. En conséquence, elles prennent des formes diversifiées.

- Réponses aux demandes d'information et de conseils (dispositifs, coordonnées d'intervenants potentiels, possibilités de financements, réglementation, etc.).
- Qualification des intervenants par des actions de formation : journées d'étude, formation continue, interventions dans les cursus de formation initiale (personnels de l'Éducation nationale, travailleurs sociaux, missions locales, etc.)
- Appui technique et méthodologique pour la conduite de projets, qu'ils relèvent d'établissements, d'institutions ou de dynamiques territoriales.

Cette approche auprès et au service des acteurs repose sur un travail de fond comprenant :

- La capitalisation et la mise à disposition de ressources documentaires
- Le repérage et la mise en lien des expériences notamment régionales
- Une veille analytique sur les questions de décrochage et de raccrochage (publics concernés, évolution des formes de décrochage et des voies de raccrochage, configurations territoriales, législation, modalités d'action et conditions de réussite, etc.)

Les actions de formation de La Bouture font en générale l'objet de facturations et contribuent à l'équilibre économique. En revanche, l'analyse préalable des attentes, la constitution des diverses ressources et l'animation des réseaux qui sous-tendent ces interventions représentent un investissement important, dont l'économie repose nécessairement sur des subventions.

D'une part le décrochage scolaire et le raccrochage sont des réalités dont la connaissance n'est pas stabilisée, d'autre part les différentes formes de réseaux de professionnels ne pré-existent en général pas aux projets de lutte contre le décrochage mais sont à créer ; enfin les équipes qui nous interpellent ne relèvent pas du secteur marchand et n'ont pas les moyens de rémunérer formations, informations, conseils et ingénierie comme le pourraient des entreprises. C'est ce travail de fond qui distingue nos interventions des prestations offertes par des consultants ou des organismes de formation classiques.

## Action de formation en 2019

Compte tenu du contexte particulier La Bouture a privilégié la demande sociale d'accompagnement des jeunes et des familles. Trois actions de formations ont cependant été menées, pour l'AFEV, Via-Compétence AURA et l'Académie de Strasbourg.

Pour l'AFEV, il s'est agit d'un cycle de formation aux situations de décrochages scolaire pour les nouveaux permanents de l'association intervenant en région Auvergne-Rhône-Alpes.

Pour Via-Compétences AURA, il s'est agit d'un module d'une journée et demi assuré depuis une dizaine d'année par La Bouture. À l'inverse des années précédentes, cette formation qui c'est déroulée à Saint-Étienne, a touché des professionnels d'horizons très divers.

Pour l'académie de Strasbourg, nous avons réalisé en 2019 la définition et la préparation d'une séquence de trois séminaires fédérant les acteurs locaux de la ville sur le thème du décrochage scolaire. Cette séquence de formation se déroulera sur le premier semestre 2020.

## Contexte et enjeux

« La connaissance du phénomène social du décrochage est récente et prend sa source en Rhône-Alpes avec le colloque fondateur organisé en 1998 par La Bouture »<sup>1</sup> estime Thierry Berthet, Directeur de recherche en Science politique au CNRS. C'est en effet à partir de ce colloque, et du livre qui en est issu (*Les lycéens décrocheurs. De l'impasse aux chemins de traverse*, dirigé par deux des fondateurs<sup>2</sup> de La Bouture, et publié aux éditions de La Chronique Sociale à Lyon en 1998) que des équipes de chercheurs se sont emparées du sujet. Depuis, la recherche a permis d'identifier les causes, les processus et les enjeux du décrochage des jeunes. Elle documente toutefois peu l'évolution du phénomène et les conditions à remplir pour permettre des raccrochages réussis.

## Action

« Contribuer à sensibiliser les pouvoirs publics et les citoyens au problème des collégiens et lycéens décrocheurs » est un des objets statutaires de l'association. Elle s'est dotée d'un Conseil scientifique et assure une veille stratégique pour développer et transmettre des connaissances, informer sur les évolutions du décrochage, de même que sur les prérequis nécessaires aux différentes façons de raccrocher. Plusieurs moyens permettent ce travail conduit en lien avec les institutions et collectivités :

- le traitement de la base de données composée des entretiens conduits avec les jeunes et leurs parents depuis l'année 2000.
- l'analyse des demandes de formation et des sujets apportés par les équipes professionnelles qui nous sollicitent et les institutions avec lesquelles nous coopérons.
- éventuellement, la conduite de recherches ou recherches-actions spécifiques
- Ces apports alimentent notre action (formation, ingénierie, accompagnement de projets, etc.). Ils permettent également une mise en débat des aspects qui restent encore des angles morts de la connaissance parce que constituant des phénomènes émergents.
- Cette mise en discussion se fait avec les institutions dans la perspective de renforcer les politiques publiques face aux évolutions des phénomènes (rajeunissement des décrocheurs notamment), et avec la communauté scientifique par des communications, publications et colloques.

---

<sup>1</sup> Thierry Berthet est directeur de recherche CNRS en science politique au Centre Emile Durkheim (Université de Bordeaux & Sciences-Po Bordeaux). Il dirige également le centre régional du Céreq en Aquitaine. Il a publié, avec Joël Zaffran, *Le décrochage scolaire. Enjeux, acteurs et politiques de lutte contre la déscolarisation*, aux Presses universitaires de Rennes en 2014. Le rôle pionnier de La Bouture est également attesté par Pierre-Yves Bernard, enseignant chercheur en sciences de l'éducation à l'université de Nantes et diplômé de l'IEP de Paris qui a publié "Le décrochage scolaire" dans la collection Que Sais-Je ? aux Presses universitaires de France en 2011.

<sup>2</sup> Il s'agit de Marie-Cécile Bloch et Bernard Gerde.

Le 8 juin 2020, à Grenoble

**Association La Bouture**  
11, cours Jean-Jaurès - 38000 Grenoble  
Tél : 04 76 17 09 46

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized initial 'M' followed by a surname, all enclosed within a large, loopy scribble that also forms a horizontal line above and below the text.